



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 44 - vendredi 21 janvier 2011

Dans ce numéro :

- Les premiers pas de la révolution
- Marine Le Pen se nourrit de la démagogie du populisme de droite et de l'impasse du libéralisme de gauche
- De la fondation du PCF à sa longue fin, ou la nécessité d'un nouveau parti des travailleurs

Les premiers pas de la révolution

En quelques semaines la jeunesse et les classes populaires de Tunisie ont forcé l'admiration et la sympathie du monde entier, redonné une part de leur fierté à tous les exploités, en particulier ceux du Maghreb, redonné tout son sens au mot révolution, celui de démocratie et de liberté pour et par le peuple. La jeunesse, le peuple se sont dressés au risque, au prix de leur vie, pour défier le dictateur haï et sa mafia et ils l'ont contraint, par leur dignité, leur courage, leur force collective, à fuir avec son or pour l'Arabie saoudite.

C'est le geste accusateur du jeune Mohamed Bouazizi qui a provoqué le soulèvement. Jeune bachelier, vendeur ambulant de fruits et légumes, humilié par les brimades et les vols de la police et de la préfecture, il s'est immolé par le feu le 17 décembre. Son geste a en un instant concentré toutes les humiliations, les blessures, les révoltes accumulées sous les coups de la police, de l'administration et des voyous de Ben Ali. La révolte s'est étendue dans tout le pays malgré la répression, ses victimes sont devenues autant de martyrs de la lutte pour la liberté, contre la misère.

Aujourd'hui, tous ceux qui soutenaient la dictature saluent, toute honte bue, le peuple tunisien, appuient « *la transition démocratique* » pour soutenir le « *gouvernement d'union nationale* » de Ghannouchi qui n'a d'autre fonction que de sauver le régime après avoir été obligé de se débarrasser de Ben Ali devenu par trop gênant.

Le gouvernement français qui s'était empressé, par la bouche d'Alliot-Marie, de proposer son aide pour réprimer la révolte, n'a d'autre justification maintenant que de dire qu'il n'avait rien compris ! Aveuglement stupide et cynique du vieux pouvoir colonial qui n'a que mépris pour les peuples et ne voit pas plus loin que la défense immédiate et bornée des intérêts mercantiles de sa bourgeoisie et de ses hommes de main. Que dire aussi de cette internationale dite socialiste qui vient, le 17 janvier, d'exclure de ses rangs le RCD, Rassemblement Démocratique Constitutionnel, le parti de la mafia Ben Ali, qui jusqu'alors en était membre ! Que dire aussi de Strauss-Kahn acceptant d'être décoré et honoré par le dictateur et vantant les mérites du « *miracle tunisien* ». Les politiciens de ce pays ont décidément la palme de la bassesse, fidèles en cela à une vieille tradition nationale des classes dominantes.

Tous sont pris de panique devant le soulèvement populaire, son courage, sa dignité, qui, par delà les frontières, rayonnent sur les peuples du Maghreb et bien au-delà. Le mouvement a atteint dès la fin de 2010 l'Algérie où la jeunesse et la classe ouvrière se sont elles aussi soulevées contre le chômage et la misère, l'Égypte aussi.

La première victoire de la révolution du peuple tunisien nourrit tous les espoirs mais elle est aussi fragile. Elle affronte les milices du régime en agonie, ses forces armées, son parlement et le nouveau gouvernement. « Union nationale », disent les chefs de l'ancien régime qui tentent de se reconvertir en démocrates. Cette union nationale n'a d'autre fonction que de faire taire les opprimés, d'étouffer la révolte. Elle voudrait canaliser celle-ci, l'encadrer, la maîtriser dans le cadre des institutions en place qui ont garanti pendant 23 ans le pouvoir de Ben Ali.

Le soulèvement lui oppose l'union contre les voyous du régime qui pillent, sèment le chaos et la terreur, l'organisation dans les quartiers dans des comités d'auto-défense, pour défendre la révolution et la faire avancer.

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

C'est avec une sûre lucidité que le peuple refuse de se laisser confisquer sa révolution. Il a contraint deux partis d'opposition qui avaient accepté lundi d'intégrer le gouvernement chargé de canaliser la révolution sur les voies « constitutionnelles » à démissionner avant d'imposer à l'UGTT de demander à ses dirigeants devenus ministres de faire de même. Il exige la fin du RCD, le démantèlement de l'ancien régime, la confiscation des biens des voleurs organisés autour de Ben Ali, la libération de tous les prisonniers politiques, le droit de s'organiser, la liberté de la presse, des élections libres pour une assemblée constituante. Et déjà il a marqué de nouveaux points en obtenant l'amnistie de tous les prisonniers politiques et le début de la liquidation du RCD dont la direction a démissionné.

La liberté, les droits démocratiques élémentaires sont indispensables pour que les travailleurs, les pauvres, les sans-travail puissent librement s'organiser, en particulier sur le terrain politique, pour défendre leurs droits et préparer les nouveaux affrontements indispensables pour conquérir une réelle démocratie, c'est-à-dire le pouvoir direct du peuple, pour contrôler l'économie et la marche de la société, pour en finir avec toutes les injustices. Ces libertés et ces droits élémentaires, seule leur pression pourra les imposer, le développement de la révolution est entre leurs mains, il dépend de leur capacité à s'organiser sur les lieux de travail, dans les quartiers et les universités pour défendre leurs droits et faire vivre la révolution.

Sa première victoire ne vise pas seulement l'instauration de la démocratie parlementaire à laquelle voudraient la réduire les tenants du capitalisme et du libéralisme. Elle pose la question sociale, celle de la lutte contre la misère, le chômage, celle de la répartition des richesses et de son contrôle par le peuple lui-même. Qu'est-ce que la démocratie si perdurent le chômage et la pauvreté ? L'enjeu de la révolution, c'est bien la conquête de la démocratie par et pour le peuple afin de contrôler la production et la répartition des richesses.

Les peuples ne s'y sont pas trompés qui accueillent avec enthousiasme le soulèvement tunisien. Son écho est d'autant plus large et profond qu'elle intervient au moment où, à l'échelle de la planète, dans bien des pays, dont ceux d'Europe, ici en France, les travailleurs entrent en lutte, se regroupent pour répondre aux coups des rapaces de la finance, des États qui les servent. Ce contexte lui donne tout son sens, sa portée par delà les frontières.

Il y a bien des raisons de penser que la révolution tunisienne participe d'un renouveau de la lutte des peuples, de la classe ouvrière à l'échelle internationale, les premiers pas d'une révolution, de la lutte pour la conquête de la démocratie, du pouvoir. Toutes les luttes se nourrissent les unes les autres, se renforcent réciproquement, travaillent à l'émergence d'une nouvelle conscience de classe internationaliste. Notre solidarité avec la révolution tunisienne en marche est bien ici de travailler au regroupement du monde du travail et de la jeunesse, de tous les travailleurs français ou immigrés pour combattre notre propre bourgeoisie impérialiste et son État qui ont apporté jusqu'à la fin leur soutien au dictateur déchu.

Yvan Lemaitre

[Au sommaire](#)

Marine Le Pen se nourrit de la démagogie du populisme de droite et de l'impasse du libéralisme de gauche

A peine élue pour succéder à son père à la tête du Front national, Marine Le Pen a affiché ses ambitions pour elle-même et son parti, « la conquête du pouvoir ». « *Le Front national que je présiderai sera un parti renouvelé, ouvert et efficace* », « *Je me fixe dès à présent pour objectif d'en faire avec vous l'instrument puissant, le plus efficace et le plus performant qui soit dans notre stratégie de conquête du pouvoir.* » a-t-elle asséné de façon martiale, revêtue pour l'occasion d'une veste façon officier.

En se faisant élire, alors que son père, depuis 38 ans, s'était fait proclamer chef du parti par acclamation, Marine Le Pen tenait non seulement à asseoir sa légitimité de façon incontestable, avec plus de deux tiers des voix, face à son adversaire Gollnisch, mais elle tenait à afficher, en jouant le jeu de la démocratie et de la transparence, qu'une page était tournée pour l'ancien parti d'extrême droite.

De là à désavouer les brutalités de son service d'ordre qui a molesté violemment un journaliste de France 24 ou les propos antisémites que son père s'est plu à lâcher à cette occasion, il y a une marge. Marine Le Pen s'est contentée de concéder que « *oui, c'était maladroite* », ajoutant à l'adresse du journaliste qui insistait : « *Vous allez finir par regretter Jean-Marie Le Pen* », façon d'affirmer que l'époque de l'extrême droite antisémite et pétainiste était révolue, sans pour autant renier son héritage fascisant et nauséabond auquel tient une partie de l'appareil du FN, dont 45% des membres ont voté pour Gollnisch.

Le Front national, sa propagande raciste et réactionnaire, le poids dont il pèse sur la scène politique représentent un danger majeur pour le monde du travail, il distille un venin raciste et réactionnaire qui vise à diviser les classes populaires et pourrait demain utiliser la violence contre les militants ouvriers et les militants de gauche en appui de

l'État. C'est contre cette menace, contre le poison des idées d'extrême droite qu'était organisée samedi, à Tours, où se tenait le congrès du FN, une manifestation des partis de gauche et d'associations des droits de l'homme à laquelle a participé le NPA. Cette initiative a pu avoir lieu malgré un déploiement policier impressionnant, mais son écho et le nombre de manifestants ont été faibles. Ce qui pose le problème de l'efficacité de ce genre de manifestations qui voudrait mobiliser l'indignation et la révolte contre un parti « pas comme les autres ». Il apparaît à beaucoup de jeunes, de militants, de salariés, que la première urgence est de combattre la politique réactionnaire d'ores et déjà mise en oeuvre par Sarkozy et le gouvernement, ses effets dévastateurs dont se nourrit le FN. N'est-ce pas en effet le moyen le plus efficace de combattre l'influence de l'extrême droite, qui est bien un parti qui aspire à aller au pouvoir pour défendre cette société pourrie, les riches et privilégiés, une droite un peu plus « *décomplexée* » encore ? Lutter contre la menace du FN et son influence, c'est lutter quotidiennement contre la politique des classes dominantes, contre la droite et l'adaptation de la gauche libérale, œuvrer à l'unité du monde du travail pour imposer les droits face à l'oligarchie financière qui secrète la réaction, faire vivre la démocratie et la solidarité entre tous les exploités.

Devenir un allié incontournable pour la droite

Lors de son discours qui clôturait le congrès, Marine Le Pen a défini sa stratégie pour la « conquête du pouvoir ». Une stratégie misant sur les élections, en particulier 2012. Renforcé par la politique sécuritaire et xénophobe mise en oeuvre par Sarkozy et ses ministres, les Hortefeux et autres Besson, le Front national compte, à la faveur des déceptions provoquées par l'échec de la démagogie populiste de Sarkozy, minée par la réalité d'une politique entièrement dévolue aux milliardaires et autres millionnaires du CAC40, non seulement récupérer la partie de son électorat traditionnel que Sarkozy avait réussi à débaucher en 2007, mais empiéter aussi sur l'électorat de droite, voire de gauche. En dénonçant la mondialisation, l'euro, les délocalisations, en même temps que l'immigration et « l'islamisation de la société », un racisme repeint aux couleurs d'une hypocrite laïcité républicaine.

« *En pillant notre discours, Sarkozy nous a affaiblis, mais à moyen terme, c'est nous qui en sortirons renforcés : grâce à lui, nous avons, en grande partie, été dédiabolisés* », avait dit Marine Le Pen après la présidentielle de 2007. Sentant son heure venue, elle se fait fort, bien qu'elle s'en défende aujourd'hui, d'imposer à tout ou partie de la droite, comme allié incontournable de futures combinaisons parlementaires voire gouvernementales, son parti relooké en grand parti d'une droite populaire républicaine. Comme l'avait fait en Italie l'Alliance nationale de Fini, issu de l'ancien parti néo-fasciste MSI.

La passation de pouvoir du père à la fille est l'occasion pour le FN de donner de lui-même une image plus respectable aux yeux de la bourgeoisie, d'en finir avec celle de cette extrême droite pétainiste et antisémite qui appartient à une époque révolue. Le Front national, a insisté Marine Le Pen dans son discours, « *a montré qu'il était bien un grand parti politique républicain* ». Elle a longuement développé l'idée d'une continuité de l'État français dans laquelle le FN tient à s'inscrire pour montrer à la droite et aux classes dirigeantes qu'il est un parti de gouvernement, comme d'autres.

L'objectif est de mettre en difficulté l'UMP pour maintenir le « *cordon sanitaire* » que la plupart de ses dirigeants invoquent pour refuser des alliances avec l'extrême droite. L'affichage de cet interdit moral est parfaitement hypocrite, tant il y a de ponts entre la droite dite classique et l'extrême droite, de transfuges de l'une à l'autre au gré des intérêts électoraux du moment. Les alliances avec le FN dans plusieurs conseils régionaux de droite en 1998 avaient certes provoqué des remous à droite, mais beaucoup plus par souci de ne pas donner l'aval à des rivaux et concurrents que parce que la droite et ses « valeurs » seraient imperméables aux idées d'extrême droite.

Le député UMP du Nord, Vanneste, par ailleurs au premier rang de la trentaine de députés de son parti qui ont apporté leur soutien, en même temps que le Pen et Chevènement, à Eric Zemmour, en procès pour « provocation à la haine raciale » et diffamation, n'a-t-il pas récemment proposé qu'il y ait des candidats communs UMP-FN aux législatives de 2012 ? D'autres qui se défendent de vouloir rompre le « cordon sanitaire », comme Mariani, Luca ou le chef de l'UMP, Copé, invitent la droite à être « *décomplexée* » tant sur les 35 heures ou l'emploi des fonctionnaires que sur l'immigration, le sécuritaire, la religion et la laïcité...

C'est dire si les perspectives envisagées par Marine Le Pen, sa stratégie, s'appuient sur de solides réalités politiques créées par le développement de la crise même si de part et d'autre, on se refuse à envisager ce cas de figure, pour préserver son électorat propre et obtenir le meilleur rapport de forces possible en 2012. Autre chose est que la bourgeoisie soit prête à accepter et financer ce genre d'aventure même si elle ne se prive d'utiliser le sale boulot de l'extrême droite pour affaiblir, diviser les classes populaires.

Démagogie contre la mondialisation, l'UE et l'euro, nationalisme, racisme et xénophobie

L'un des axes essentiels de la démagogie du FN à l'égard des couches populaires, c'est la dénonciation de l'euro, de l'UE, de la mondialisation. « *Leur euro, qui devait nous apporter le bonheur, a sapé nos économies, détruit notre pouvoir d'achat et nous interdit même de préserver l'emploi français [...] La mondialisation identicide s'est transformée en horreur économique, en tsunami social, en Tchernobyl moral. L'utopie de la mondialisation heureuse a vécu* ». Marine Le Pen se réjouit que le Medef se soit démarqué de son plan de sortie de l'euro en 12 points. Cela montre « *que le Front National n'est pas l'ami du CAC40 et qu'il combat la*

régression sociale promue par le Medef et infligée aux Français par ses alliés UMP et PS». Elle dénonce la destruction des services publics et promet de relocaliser les usines de même que les productions agricoles, au nom de préoccupations écologistes sur lesquelles elle surfe aussi pour dénoncer le « consumérisme » et le règne de « l'argent-roi ».

Elle emprunte beaucoup à Sarkozy, sa démagogie qui dépasse les clivages gauche droite, citant elle aussi Jaurès, par exemple, tout en le dénonçant avec cette prétendue audace qui n'est que celle de la vulgarité, comme « *un chef de clan, le gouverneur d'un protectorat américain, un candidat en campagne ou, même, comme on l'a vu, l'agent d'une chanteuse au succès déclinant* » Elle promet à tous ceux qui ont cru en Sarkozy « *d'édifier l'Etat irréprochable qui a été promis en 2007* ». UMP, PS, « l'UMPS », dit le FN, c'est la même chose, Strauss-Kahn ou Sarko, c'est « *interchangeable* ».

Ces attaques contre la mondialisation et la crise financière ne sont que pure démagogie et ne contestent en rien le système capitaliste. L'extrême droite cherche à dévoyer la révolte des couches populaires, née de la situation catastrophique créée par la politique des classes dirigeantes, sur le terrain du nationalisme et de son avatar, le racisme. « *Patriotisme économique et patriotisme social* » riment avec la haine des immigrés distillée dans les formules telles que celles-ci employée par Marine Le Pen dans son discours « *La carte nationale d'identité a pris la forme d'une hideuse carte de crédit que les préfectures se plaisent à délivrer à qui la demande* ». ou « *Beaucoup de nos compatriotes n'hésitent plus à faire le terrible constat de n'être plus chez eux en France* ».

Ce ramassis de préjugés arriérés et réactionnaires se masque aujourd'hui derrière une stigmatisation des musulmans au nom de la défense des principes de la République et d'une laïcité hypocrite, ces principes n'étant rien d'autre, a précisé Marine Le Pen dans son discours, que « *les principes chrétiens sécularisés* ». Le FN s'inscrit ainsi dans la continuité de la droite chrétienne fort peu laïque et par la même occasion dans l'offensive menée par l'impérialisme contre les peuples au nom de la lutte de l'occident et de la chrétienté contre l'islamisme. Face à cette propagande haineuse, nous affirmons la solidarité d'intérêt de tous les travailleurs, quelles que soient leurs origines ou leur religion.

Face à l'extrême droite, imposer les droits du monde du travail

Le combat contre l'extrême droite est indissociable du combat contre la droite et les classes dirigeantes. Le FN est l'enfant de leur politique réactionnaire. Alors que Le Pen n'atteignit même pas 1 % à l'élection présidentielle de 1974, le FN remporta 11 % des voix aux élections européennes en 1984, et près de 10 % aux législatives suivantes. Il a réalisé sa percée sur le terreau de la crise, du chômage de masse, alors que la gauche derrière Mitterrand, qui avait reçu du régime de Vichy la Francisque, mettait en oeuvre en France l'offensive initiée par Reagan et Thatcher. Les idées d'extrême droite progressèrent d'autant plus rapidement que les capitulations et les reniements des dirigeants de la gauche libérale laissaient le terrain aux idées réactionnaires.

Mais c'est bien la bourgeoisie elle-même, quels que soient ses serviteurs du moment, en premier lieu les partis de droite, qui ont flatté les préjugés racistes par leur politique anti-immigrée. Qu'on pense aux lois Pasqua contre l'immigration en 1986, aux déclarations de Chirac sur le bruit et les odeurs en 1991, jusqu'aux gouvernements Sarkozy et Hortefeux dont le populisme, la xénophobie d'État et la politique sécuritaire sont la mise en oeuvre de la politique prônée par l'extrême droite.

De la même façon qu'elles appuient leur offensive contre les droits sociaux des travailleurs par une offensive contre leurs droits démocratiques, les classes dirigeantes cherchent à diviser le monde du travail par le poison du racisme, quelle qu'en soit la forme.

Penser combattre le Front national, fruit de cette politique pourrie, comme s'il s'agissait d'un parti fondamentalement différent de ceux de droite, relève d'une incompréhension de la situation au moment où Sarkozy, après avoir joué le jeu de l'ouverture à gauche tout en mettant en oeuvre une politique qui n'a pas grand chose à envier à celle de l'extrême droite, a créé les conditions pour une alliance de la droite avec l'extrême droite.

Plus que jamais, le seul rempart efficace contre l'extrême droite, le seul moyen de soustraire les classes populaires à sa démagogie, est la lutte du monde du travail pour ses droits, pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive de l'oligarchie financière et inverser le rapport de forces. Face à la crise qui apparaît de plus en plus clairement comme le résultat de la politique des classes dirigeantes, il s'agit d'affirmer la légitimité des droits des travailleurs, un programme pour les besoins fondamentaux de la population qui conteste la mainmise de l'oligarchie financière et son droit à diriger la société, un parti qui fasse vivre la perspective du socialisme.

Galia Trépère

[Au sommaire](#)

De la fondation du PCF à sa longue fin, ou la nécessité d'un nouveau parti des travailleurs

Les révélations, actes de candidatures et démentis se succèdent au PC, alimentant le feuilleton de la présidentielle de 2012 sur qui sera le candidat du Front de Gauche. Drôle de façon de commémorer le 90^{ème} anniversaire de sa naissance, fin décembre 1920. Lors de ce congrès de Tours, la majorité du parti socialiste de l'époque avait décidé de rompre avec cette SFIO qui s'était soumise en 1914 à l'union sacrée pour la guerre, au lendemain de l'assassinat de Jaurès. Six ans plus tard, le parti communiste naissait en rupture avec l'ordre bourgeois, en se réclamant de la Révolution russe de 1917.

Le contraste, l'opposition, entre cet anniversaire et les contorsions actuelles du PC tentant de survivre, posent la question de comment en est-on arrivé à cette fin sans gloire et quelles leçons cette longue histoire transmet-elle au mouvement ouvrier ?

Le PC se débat dans son propre piège

Lançant le Front de Gauche pour tenter de pallier son effondrement électoral (1,93 % à la présidentielle 2007), le PC se retrouve dépassé par un méli-mélo étonnant. André Gérin, un des députés à l'origine de la campagne délirante contre la burqa, se présente pour une candidature PC hostile au FdG. André Chassaigne se présente lui pour le FdG, mais pour que le PC ne disparaisse pas en son sein. Quant à Mélenchon, il pose au candidat naturel du FdG, cherchant à s'imposer par les médias pour pallier la faiblesse de son parti. Leur point d'accord ? « *Construire des majorités de gauche* » dans les urnes pour arriver au pouvoir.

Sans programme différent, sans politique indépendante, le PC est incapable de trouver la force de sortir du piège qu'il a lui-même mis en place. Sa direction se laisse dominer par Mélenchon, qu'elle a elle-même promu à travers le FdG en espérant que cette nouvelle image contrebalancerait son recul.

On voit à l'œuvre la même logique politique déjà utilisée en leur temps par de Gaulle, puis par Mitterrand, qui avaient conduit le PC à se soumettre à eux en l'associant à leur politique de défense des intérêts de la bourgeoisie. Aujourd'hui, c'est Mélenchon qui prend le relais, avec pour seule force de croire à ses propres fantasmes de pouvoir... un hypothétique strapontin ministériel ?

De l'abandon de son propre programme à la soumission à l'ordre bourgeois, ou le début de la fin

Pourtant, lors du congrès de Tours, c'était un tout autre projet qui s'annonçait, en rupture avec le réformisme et l'électorisme de la tendance socialiste. La vague révolutionnaire de l'après 1917 et la fondation de la III^{ème} internationale avaient attiré vers le PC nombre de jeunes et de travailleurs, gagnés à un programme audacieux, pour l'émancipation des travailleurs, la libération des colonies, l'expropriation de la grande bourgeoisie, qui impliquait un renversement de l'État par un processus révolutionnaire, et son remplacement par un pouvoir démocratique issu des mobilisations.

Mais au sein du PC était présente aussi une partie du vieil appareil socialiste, comme Marcel Cachin député qui avait soutenu la guerre... Les évolutions futures n'étaient pas écrites, mais Staline n'eut pas de mal à trouver des soutiens au sein du PC lorsqu'en 1934, il signa un pacte avec Laval, radical français, convenant pour la première fois d'une entente politique entre l'URSS et les puissances impérialistes, trahissant les actes et les idées de la Révolution d'octobre. Pour Staline, il n'était plus question de révolution mondiale, il fallait l'unité face au danger nazi, les PC étaient priés de rentrer dans le rang, plus question de renverser les États impérialistes rebaptisés « démocraties », et le socialisme resterait dans un seul pays, l'URSS. Bien des militants ouvriers se trouvaient déstabilisés, désarmés, eux qui avaient assumé une politique offensive contre l'Etat impérialiste pendant plus de dix ans.

Les rapports de forces politiques, la logique du soutien sans critique à l'URSS au moment où Staline faisait éliminer les militants trotskystes, puis tous ceux qui sortaient de la ligne, conduisirent à l'abandon du programme révolutionnaire. Après avoir proclamé les « *soviets partout* » au début des années 30, le PC était brutalement ramené à une acceptation du système, et avec elle, aux mécanismes des alliances électorales avec des partis intégrés aux institutions. Lui ne l'avait jamais été. La bourgeoisie française, le Comité des Forges ancêtre du Medef, n'avait jamais digéré ses liens avec la classe ouvrière et avec l'URSS.

La première victoire électorale, la « grande référence » du PC encore aujourd'hui, fut celle du Front populaire en 1936, une alliance avec la SFIO (seize ans après la rupture) et le parti radical, parti bourgeois sans conteste. Le PC n'entra pas au gouvernement... mais Thorez rencontrait Blum tous les mercredis matins avant le Conseil des ministres. Et quand

l'immense grève générale déferla, c'est Thorez qui monta au créneau pour dire qu'il « *fallait savoir terminer une grève* », et surtout pour laisser la vague s'étaler, avec le moins d'obstacles possibles, sans perspective de pouvoir politique. Une défaite qui ouvrait la voie vers tous les reculs, jusqu'au vote par la même assemblée de l'interdiction du PC, et des pleins pouvoirs à Pétain quatre ans plus tard.

De De Gaulle à Mélenchon en passant par Mitterrand

Pendant la 2nde guerre mondiale, engagé dans la résistance contre le nazisme et le régime de Pétain, le PC finit par mettre toutes ses forces au service de De Gaulle. Ce dernier associa pour la première fois des ministres communistes à son gouvernement provisoire dès 1944 pour se donner une caution sociale afin de maîtriser le mécontentement populaire. Le PC fait toujours aujourd'hui l'apologie du programme du CNR (Conseil national de la résistance), mais si les mesures sociales étaient bien réelles, l'intervention de l'État, notamment avec les nationalisations, avait pour objectif principal de relancer une économie détruite par la guerre, dirigée par un patronat largement discrédité par la collaboration. Cette coopération gouvernementale avec la droite et les socialistes conduisit le PC à mener « *la bataille pour la production* », à participer au maintien de l'ordre, à la répression des révoltes anticoloniales, à faire pression contre les grèves, devenues « *l'arme des trusts* », à encadrer la classe ouvrière. Pour accéder au pouvoir, le PC s'était rallié à De Gaulle, faisant croire qu'il pèserait sur lui. C'est l'inverse qui arriva jusqu'à ce que la guerre froide éclate en 1947, en même temps que la révolte ouvrière et que les ministres communistes soient chassés du gouvernement. Il entra alors dans une longue période d'isolement, affaibli malgré des résultats électoraux encore élevés, tenu à l'écart du pouvoir, cantonné dans l'opposition.

Il n'en sortit que lorsque Mitterrand décida, après avoir réussi son OPA sur le PS, de l'utiliser comme marchepied pour arriver au pouvoir. Il signe le « programme commun » avec le PS et les radicaux en 1972 et se soumet au PS alors bien plus faible que lui. En 69, le PC obtenait 21,3 % à la présidentielle. Pourtant Mitterrand ne cache pas ses objectifs, s'appuyant sur lui pour l'affaiblir. Le PC apporta tout son crédit à l'ancien ministre de l'intérieur colonialiste, impitoyable avec les condamnés à mort politiques pendant la guerre d'Algérie. Une fois au pouvoir, les quatre ministres du PC ne pesèrent pas lourds et la victoire électorale de 1981 fut rapidement une défaite politique marquée par un effondrement des résultats électoraux du PC, prix de sa caution aux premières mesures des politiques sociales libérales, d'abord au gouvernement, puis après la rupture de 1984, par la solidarité majoritaire à l'Assemblée.

Mélenchon, qui pose aujourd'hui à l'héritier de 81 et se rêve en petit Mitterrand... Il essaie de refaire le coup d'utiliser le PC comme marchepied pour accéder aux marches du pouvoir. L'ancien ministre a gauchi un peu ses propos, mais ils ne sont pas plus radicaux que ceux de Mitterrand qui pouvaient dire sans rire : « *Le but des socialistes est que cesse l'exploitation de l'homme par l'homme ... il est vain de vouloir libérer l'homme si l'on ne brise pas d'abord les structures économiques qui ont fait du grand capital le maître absolu de notre société.* ».

Alors, sans préjuger des débats et de la décision du PC, il semble bien qu'il n'ait le choix, une nouvelle fois, que d'offrir ses services à un homme politique bourgeois avec le vain espoir de peser le plus possible dans les tractations électorales au sein du Front de gauche et avec le PS. L'histoire se répèterait une fois de plus, mais probablement pour la dernière fois...

La longue fin du PCF ou la transition vers un nouveau parti

Pour la dernière fois parce que tous les acteurs ont changé et que la situation n'est plus la même. Le réformisme social du PS n'existe plus. Mélenchon n'incarne que son fantôme impuissant... à l'heure où la finance et les multinationales ne veulent ni peuvent concéder la moindre réforme. La crise du capitalisme, engagée depuis les années 70, a fini d'épuiser le réformisme. Cela fait longtemps qu'il n'y a plus de grain à moudre.

Le PC n'existe plus non plus, en tant qu'incarnation d'un réformisme issu de la classe ouvrière, plus radical et rejeté par le patronat. Restent son appareil et des militants, mais sans les moyens de monnayer son influence dans la classe ouvrière contre quelques ministères... La période allant de la Révolution russe à l'effondrement de l'URSS, qui avait vu la classe ouvrière et les peuples imposer par leurs luttes et résistances un autre rapport de force plus favorable, est bien terminée. Le PC, produit de cette période, a vu sa contradiction de parti ouvrier voulant gérer le système le conduire à faillite, à la désagrégation de son influence. Sa dernière participation gouvernementale aux côtés de Jospin s'est achevée dans une déroute offrant un 2^{ème} tour à Le Pen. Son espoir que dix ans d'opposition lui redonnent un peu d'air électoral ne changera rien sur le fond.

Une nouvelle période a commencé. La lutte de classes pour le partage des richesses se durcit sous les coups de la crise du capitalisme qui s'est globalisée au monde entier. Elle déchire les voiles qui masquaient, dans les pays riches, la brutalité des rapports d'exploitation et de domination.

La nécessité d'un programme qui porte les exigences des travailleurs et des peuples revient au premier plan : augmenter les salaires, partager le travail entre tous, interdire les licenciements, exproprier la finance, conquérir des droits démocratiques, en finir avec le saccage de l'environnement... tout cela ne relève pas d'une adaptation du capitalisme,

mais de sa remise en cause. La lutte pour la défense des retraites montre que la seule défense des acquis exige un affrontement de classe avec l'État et la finance internationale.

Ces transformations profondes ruinent les illusions d'un changement par les urnes, des « *révolutions citoyennes* », à l'heure où les peuples redescendent dans les rues contre les puissants et renversent un dictateur.

Les leçons de l'histoire du PC, de l'abandon de son programme à sa fin, illustrent par la négative, la nécessité de faire vivre un programme indépendant pour le monde du travail, une perspective démocratique et révolutionnaire. La nouvelle période porte en elle la nécessité d'un nouveau parti, qui retrouve et réactualise un programme communiste. Il y a là des enseignements à en tirer, pour les militants du PC comme du mouvement anticapitaliste qui veulent construire un véritable parti des travailleurs, expression organisée de leur volonté de prendre leur destin et leur liberté en main, pas pour les encadrer, comme le faisaient les partis staliniens au mépris de toute démocratie. La soumission aux autres forces qui portent des programmes contraires au sien n'amène à rien, qu'à la défaite et la démoralisation. L'indépendance politique du monde du travail est son bien le plus précieux, la confiance dans ses propres forces. La classe ouvrière, la révolution portent l'avenir de l'humanité, le peuple tunisien vient nous le rappeler avec éclat.

François Minvielle

[Au sommaire](#)